

# Réforme du collège : les enseignants fourbissent leurs armes

jeudi 12 novembre 2015, [Evelyne Salamero](#)



Les syndicats de l'enseignement secondaire opposés à la réforme du collège en conférence de presse ce 12 novembre. F. Blanc / FO Hebdo - CC BY-NC 2.0

Face au « *mépris* » que leur oppose la ministre de l'Education nationale et constatant que la détermination de leurs collègues est « *intacte* », les syndicats de l'enseignement secondaire public et privé opposés à la réforme du collège, à commencer par FO, ont décidé de faire monter la mobilisation d'un cran.

« *La page n'est pas tournée* ». La détermination des enseignants pour obtenir l'abrogation de la réforme du collège reste « *entière* », l'unité des organisations syndicales qui représentent 80% de la profession (seules la CFDT et l'UNSA soutiennent la réforme) pour y parvenir aussi, et la ministre de l'Education nationale ferait bien de ne plus traiter cela par le « mépris », car la possibilité d'une nouvelle grève plus forte que les précédentes est en discussion dans toutes les assemblées générales qui se tiennent dans les établissements. Tel est le message délivré par l'intersyndicale du second degré lors d'une conférence de presse ce 12 novembre.

L'intersyndicale appelle notamment « *les personnels à se réunir en assemblées générales, heures d'information syndicale, pour débattre des suites de l'action, en particulier de la possibilité de construction d'une grève majoritaire permettant de créer le rapport de force pour gagner* ».

Elle appelle aussi les enseignants, « *dans l'immédiat* », à s'opposer « *localement aux formations qui ne sont que des formatages à la réforme et à décider collectivement de la forme de cette opposition (refus d'y participer, grève...)* », rappelant que des préavis de grève journaliers sont déposés.

## **Le soutien d'une « *grande association de parents d'élèves* » : la confédération FO**

A partir du 23 novembre, une semaine d'action va permettre aux organisations syndicales d'organiser des réunions publiques et des distributions de tract.

Enfin, face au refus de la ministre de les recevoir, les organisations syndicales ont décidé de s'adresser directement au président de la République François Hollande, au moyen d'une carte postale en nombre lui demandant de « *renoncer à (la) mise en place de la réforme* ».

FO, s'associant à l'appel de l'intersyndicale, souligne que le moyen de « *créer le rapport de force pour gagner* » et de faire monter d'un cran la mobilisation est de préparer « *la grève unie jusqu'au retrait de la réforme* » .

Jacques Paris, secrétaire général du Syndicat National FO des lycées et collèges a notamment souligné, lors de la conférence de presse, le « *caractère exceptionnel d'une intersyndicale aussi large, significative de la force du rejet de cette réforme* ». Il a également, à l'instar de toutes les autres organisations syndicales, indiqué que les « *formations à la réforme* » mises en œuvre par le ministère pour convaincre les enseignants de son bien fondé ont, au contraire, pour effet de renforcer le mécontentement des enseignants qui se trouvent face à des interlocuteurs incapables de leur expliquer concrètement la « *faisabilité* » de cette réforme. « *Le mouvement s'approfondit. La page n'est pas tournée. D'ici septembre il peut se passer beaucoup de choses* », a-t-il conclu.

Les organisations syndicales ont également évoqué le soutien, constaté localement par leurs collègues, de très nombreux parents d'élèves et le décalage entre cette réalité et la position des directions nationales des associations de parents d'élèves. Mais, Jacques Paris a rappelé le soutien d'une « *grande association de parents d'élèves* », à savoir la confédération FO qui a pris publiquement position pour l'abrogation de la réforme du collège et était représentée lors de la dernière manifestation des enseignants du 10 octobre